

Une économie circulaire renforcée et équitable : vers une autonomie stratégique pour les emplois industriels et un environnement plus propre

Document adopté par le 25^{ème} Comité exécutif d'industriAll Europe
Bruxelles, 30 novembre & 1 décembre 2022 | 2022/142

Les crises sociale, environnementale et économique auxquelles les industries européennes et leurs travailleurs font face aujourd'hui montrent qu'une plus grande anticipation et autonomie stratégique sont nécessaires. La crise des prix de l'énergie et de l'approvisionnement en énergie ainsi que les importantes perturbations de l'approvisionnement en matières premières pourraient entraîner une désindustrialisation massive en Europe ; une désindustrialisation qui pourrait faire échouer le Pacte vert et notre lutte contre le changement climatique. Une économie circulaire pourrait inverser cette tendance en diminuant les émissions de gaz à effet de serre, en réduisant la demande en matières premières et en fournissant au système de production industrielle une partie des matériaux et produits existants, en conservant beaucoup plus longtemps la valeur, les matériaux et l'énergie intégrés dans les produits industriels et en créant une symbiose industrielle.

Pour toutes ces raisons, industriAll Europe défend les principes suivants :

- L'industrie européenne a besoin d'urgence d'une économie circulaire renforcée et plus équitable.
- Une économie circulaire doit être entièrement intégrée et soutenue par une stratégie industrielle forte et cohérente.
- Une économie circulaire est une transformation fondamentale de l'économie et du système industriel à tous les niveaux et requiert donc une grande anticipation et préparation. La transition vers une économie circulaire renforcée et équitable doit être une transition juste qui ne laisse aucune région et aucun travailleur sur le carreau.
- Les syndicats peuvent être des acteurs clés de cette transition circulaire.

Nous avons besoin d'une économie circulaire renforcée, améliorée et équitable

L'économie circulaire est un pilier fondamental de la transition écologique. Depuis plusieurs années, les principes d'une économie circulaire sont sur la table à différents niveaux politiques et sont considérés comme une solution à un grand nombre d'enjeux qui touchent actuellement les industries européennes dans leur transition vers une société à zéro émission nette. La Commission européenne a également inscrit l'économie circulaire dans son programme relatif au Pacte vert et elle considère cette transition comme une priorité. Pourtant, selon le Circularity Gap Report¹ de 2021, nous sommes encore loin du compte puisque notre économie mondiale n'est circulaire qu'à hauteur de 8,6 %².

¹ Circularity Gap Report de 2021, Circle Economy, disponible ici : <https://www.circularity-gap.world/2021>

² En Europe, le taux d'utilisation circulaire de matières a atteint 12,8 % en 2020. Cela signifie que 12,8 % des ressources en matériaux utilisés dans l'UE provenait de matériaux recyclés (Eurostat, le taux d'utilisation circulaire de matières dans l'UE a augmenté en 2020)

La transition vers une économie circulaire est essentielle pour atteindre la neutralité climatique et protéger notre environnement. Aujourd'hui, l'extraction et le traitement des ressources sont responsables d'environ 90 % de la perte de biodiversité et de plus de la moitié des émissions totales de gaz à effet de serre. Une transition vers une industrie climatiquement neutre sera impossible sans des stratégies de circularité. Dans un scénario ambitieux, une économie plus circulaire réduirait de 56 % les émissions des industries lourdes d'ici 2050³. De plus, une économie circulaire contribuera à limiter le besoin en matières premières et la dépendance aux matières premières des industries européennes. Elle n'éliminera pas complètement leur besoin en matières premières primaires, mais, associée à d'autres stratégies de diversification (activités minières domestiques, substitution, commerce international), elle est un pilier essentiel de l'approvisionnement en matières premières.

Les politiques en faveur d'une économie circulaire doivent être ambitieuses et s'appuyer sur des processus industrialisés. Une économie circulaire peut également avoir des effets positifs sur la compétitivité de l'industrie européenne, en aidant les entreprises à être en adéquation avec les attentes des clients et les tendances mais aussi en développant des produits de meilleure qualité tout en devenant plus attrayantes pour les travailleurs qui se tournent de plus en plus vers des emplois respectueux de l'environnement.

IndustriAll Europe a adopté une position forte visant à promouvoir une économie plus circulaire en Europe et rappelle sa position pour une économie circulaire industrialisée ambitieuse⁴. Dans la situation actuelle marquée par l'envolée des prix de l'énergie et la crise de l'approvisionnement en énergie, les stratégies en matière d'économie circulaire pour les industries, si elles sont correctement conçues et mises en œuvre, seront décisives pour réaliser des économies d'énergie et réduire les demandes en matières premières dans un contexte de pénurie, de dépendances à des pays tiers et de grande volatilité des prix.

Il est plus que jamais temps d'opérer un véritable virage en passant d'une économie linéaire à une économie circulaire et de donner un coup d'accélérateur à cette transition. Mais l'économie circulaire signifie une transformation fondamentale de l'économie et du système industriel à tous les niveaux et requiert donc une grande anticipation et préparation. Pour y parvenir, nous avons besoin de politiques fortes à différents niveaux, d'engagements de la part de l'industrie mais aussi d'un programme pour une transition juste pour accompagner cette transition. La transition vers une économie plus circulaire a des répercussions sur les travailleurs de l'industrie, mettant ainsi les syndicats qui les représentent face à de nouveaux défis. Dans la présente prise de position qui expose sa vision, industriAll Europe réclame que cette transition vers une économie plus circulaire pour les industries européennes soit encadrée et entend également identifier les principaux défis auxquels la main d'œuvre et les syndicats sont confrontés afin d'anticiper les changements et de ne laisser personne sur le carreau.

Les plans pour une économie circulaire en Europe

Depuis plusieurs années, l'Union européenne propose différentes politiques pour encadrer et aider cette transition vers une économie plus circulaire. Déjà en 2015, la Commission européenne proposait un premier plan d'action pour une économie circulaire, qui faisait suite à sa réflexion présentée dans son carnet de route vers une Europe efficace en ressources (2011). Ce plan d'action « Boucler la boucle » contenait déjà des propositions clés pour une transition aux niveaux de la production, de la consommation et de la gestion des déchets.

Le plan d'action pour une économie circulaire, publié en 2020, présentait une vision globale de la transition circulaire en proposant un programme d'action plus concret. Différentes dispositions légales au sein du cadre législatif de l'UE contiennent également des mesures relatives à une économie circulaire, à savoir un nouveau règlement pour les batteries, des exigences essentielles en matière d'emballage et de réduction du suremballage et des déchets d'emballage, des exigences obligatoires concernant les contenus en plastique

³ "The Circular Economy. A powerful force for climate mitigation", Material Economics, disponible [ici](#).

⁴ Voir la policy brief d'industriAll Europe (2016) réclamant une économie circulaire industrialisée [ici](#).

recyclé et la réduction des déchets plastiques, la directive sur les véhicules en fin de vie, la révision du règlement sur le transport des déchets⁵ et une stratégie de l'UE pour des textiles durables⁶.

En mars 2022, la Commission européenne publiait son premier paquet « Economie circulaire » avec l'ambition de faire des produits durables la norme dans l'UE, d'encourager les modèles d'entreprise circulaires et de donner aux consommateurs les moyens d'agir pour la transition écologique (voir évaluations d'industriAll Europe en annexe). Toutes ces initiatives et propositions vont effectivement mener à plus de circularité, mais nous déplorons qu'elles ne contiennent aucun volet social. Il manque un programme pour une transition juste, et les critères sociaux, tels que l'impact sur les emplois, les conditions de travail, le dialogue social et les besoins en compétences, ne sont malheureusement pas pris correctement en considération.

Les enjeux d'une économie circulaire pour les travailleurs de l'industrie

Selon la définition de la Commission européenne, l'économie circulaire « vise à maintenir la valeur des produits, matières et ressources aussi longtemps que possible, tout en minimisant la production de déchets ». La transition européenne vers un modèle de croissance régénératrice qui est rendu opérationnel par des modèles de pensée et d'entreprise circulaires est un changement fondamental, systémique qui remet en question la manière dont les produits, les services, les systèmes et les infrastructures sont conçus et fabriqués.

Les modèles d'économie circulaire peuvent être divisés en différents processus qui peuvent être parfois complémentaires :

- Des systèmes basés sur les services, des modèles de « consommation collaborative » et d'« économie du partage »
- La symbiose industrielle, c'est-à-dire le processus par lequel les déchets ou sous-produits d'une industrie ou d'un processus industriel deviennent les matières premières d'une autre industrie ou d'un autre processus
- La (re)conception des produits pour les rendre plus durables, réutilisables, réparables
- Les systèmes de recyclage et de gestion des déchets

Chacune de ces approches a différentes répercussions sur la manière dont les biens sont produits, utilisés et gérés en fin de vie. Il n'existe donc pas d'approche unique pour les industries, et les processus, les enjeux et les limites⁷ diffèrent largement d'un secteur à l'autre.

Selon certaines études⁸, une économie circulaire en Europe pourrait avoir un léger effet positif sur le nombre d'emplois. Certains secteurs devraient se développer, tels que le secteur de la gestion des déchets, de la refabrication, des services (y compris la réutilisation et la réparation), alors que d'autres vont décliner, par exemple les industries extractives, la fabrication de métaux de base primaires, de matériaux et de produits chimiques et la production de certains biens durables. Il est de ce fait absolument nécessaire qu'une politique forte et cohérente de transition entre emplois s'inscrive dans le cadre d'une politique industrielle.

Mais la quantité d'emplois et la création d'emplois ne doivent pas être les seuls points d'attention. D'autres aspects doivent être pris en compte. De nouveaux (sous-)secteurs et nouvelles activités sont créés donnant lieu à de nouveaux emplois, à des emplois remodelés ainsi qu'à de nouveaux enjeux en matière de conditions de travail, de salaires, de santé et sécurité, de besoins en termes de compétences et de politiques de formation.

⁵ Voir message d'industriAll Europe [ici](#).

⁶ Voir prise de position d'industriAll Europe [ici](#).

⁷ Il convient également de mentionner qu'il y a encore des limites quantitatives et qualitatives qui empêchent cette transition, telle que la désorganisation de la collecte et du traitement des déchets, le fardeau réglementaire (déchet vs produit), les exports massifs de déchets, les coûts de l'eau et de l'énergie, le besoin de matières premières primaires dans certaines applications et processus industriels, alliage complexe et démantèlement impossible.

⁸ Pour plus de détails sur les impacts anticipés sur les différents secteurs, voir [ici](#) (pp.6-7) la policy brief d'industriAll Europe (2016) et [ici](#) le rapport final du projet des partenaires sociaux européens sur l'économie circulaire et le monde du travail.

De plus, l'organisation du travail et le dialogue social pourraient évoluer dans cette transition circulaire, au niveau sectoriel et de l'entreprise.

En tant que syndicats, nous devons nous poser les questions suivantes⁹ :

- De quelle manière les entreprises, avec la participation des salariés (par ex. « innovation sur le lieu de travail »), ont-elles réussi à développer de nouveaux modèles d'entreprise et de nouveaux produits qui répondent aux principes d'une économie circulaire ?
- Quelles conventions collectives pourront être appliquées pour ces nouvelles activités circulaires ? Les travailleurs effectuant de nouvelles activités économiques dans une entreprise bien établie seront-ils également couverts par les conventions collectives applicables ?
- De quelle manière la protection de la santé et sécurité des travailleurs exerçant de nouvelles activités peut-elle être garantie ? Les activités de recyclage et le traitement de nouveaux flux de déchets comportent de nouveaux risques tels que l'exposition à des substances dangereuses ou nocives.
- La transition ne créera pas seulement de nouveaux emplois, certaines activités et secteurs connaîtront de fortes baisses d'activité. Comment garantir une transition entre emplois avec des programmes de compétences et de formations appropriés ?
- A quoi ressemblera l'organisation du travail dans les nouveaux secteurs ou dans les activités renouvelées ? De quelle manière les droits sociaux peuvent-ils être élargis à de nouveaux sous-traitants dans la chaîne de valeur du recyclage ? Quels types de contrat d'emploi individuel préleveront, et quel sera l'impact pour les salariés qui travaillent depuis longtemps dans l'entreprise ?

Les syndicats et le dialogue social peuvent apporter l'expérience et la compréhension nécessaires pour répondre à ces questions. Il sera important le plus tôt possible d'avoir et de soutenir un syndicalisme fort dans les nouveaux secteurs et activités circulaires pour empêcher une distorsion des salaires et des conditions de travail et pour trouver des solutions avec les employeurs et les gouvernements afin de minimiser les effets négatifs sur les travailleurs concernés.

Les syndicats comme acteurs clé de la transition circulaire¹⁰

La transition vers une économie circulaire nécessite de repenser l'organisation de l'économie, notamment dans certains secteurs industriels. Tous ces changements auront des répercussions sur les industries et les travailleurs. Les syndicats sont face à des incertitudes et interrogations quant à l'avenir de leurs industries, aux compétences et à l'attractivité du secteur, mais également quant aux questions de santé et sécurité liées au recyclage et aux nouveaux processus de production durable. Il ne fait aucun doute qu'ils doivent être impliqués dans cette évolution vers plus de circularité – à la fois en ce qui concerne les intérêts des travailleurs et des syndicats (emplois, travail décent, salaires, participation) et dans le cadre d'une stratégie sociétale plus large (santé, environnement de vie, pouvoir d'achat, justice sociale...).

Sans l'implication des travailleurs avec leurs compétences, la transition vers l'économie circulaire est vouée à l'échec. Les travailleurs développent les innovations qui sont nécessaires et garantissent leur mise en œuvre dans les opérations quotidiennes. Les travailleurs sont les acteurs de la transition et peuvent être la force motrice pour changer en mieux les entreprises et l'industrie de l'intérieur.

⁹ En 2021 et 2022, industriAll Europe a participé à un projet financé par la Commission européenne (ESF) avec deux organisations belges ([reset.vlaanderen](#) et [Bond Beter Leefmilieu](#)) portant sur le rôle des syndicats dans la transition vers une économie circulaire. Ces questions sont les résultats des échanges qui ont pris place dans le contexte du projet.

¹⁰ En 2021 et 2022, industriAll Europe a participé à un projet financé par la Commission européenne (ESF) avec deux organisations belges ([reset.vlaanderen](#) et [Bond Beter Leefmilieu](#)) portant sur le rôle des syndicats dans la transition vers une économie circulaire. Ces recommandations sont l'un des résultats du projet et se trouvent dans la brochure finale disponible sur le site Internet d'industriAll Europe.

Afin de renforcer le rôle des syndicats dans cette transition circulaire, les différents leviers disponibles permettant de grandes avancées pourraient être sollicités :

- Au niveau de l'entreprise, la sensibilisation et l'acquisition de connaissances sur ce qu'implique la transition circulaire, ses conséquences mais également sur les possibilités et opportunités qu'elle offre pour les entreprises et l'emploi. Seule une perspective soutenue par les travailleurs peut permettre de mener à bien la transition. Ces connaissances doivent être mises à profit à tous les niveaux où les syndicats sont partie prenante, qu'il s'agisse d'élaborer des plans ensemble, de déterminer des trajectoires ou de mener des actions concrètes.
- L'information, la consultation et la participation des syndicats dans les organes appropriés concernant la transition circulaire de l'entreprise et des secteurs.
- Le renforcement interne des départements syndicaux travaillant sur l'économie circulaire et l'intégration de l'économie circulaire dans tous les secteurs.
- L'attention accordée aux nouvelles activités et aux nouveaux secteurs circulaires et l'alignement des salaires et des conditions de travail sur les accords existants afin de garantir que ces emplois restent de bonne qualité et attractifs.
- Le recrutement et la syndicalisation dans les nouveaux secteurs circulaires
- L'évaluation des conséquences de la transition vers des activités circulaires dans les conventions collectives existantes et l'évaluation si le champ d'application doit être révisé pour s'adapter aux changements dans les activités ou si de nouvelles conventions collectives doivent être négociées pour couvrir les nouvelles activités.

Nos revendications en faveur d'une transition juste vers une économie plus circulaire

Pour industriAll Europe, la transition vers une économie plus circulaire doit totalement s'inscrire dans le cadre d'une politique industrielle, aux niveaux européen, national et régional. Mais les politiques en matière de circularité doivent aussi avoir une dimension sociale forte qui identifie les effets sur la quantité et la qualité des emplois, l'implication des partenaires sociaux, l'anticipation des compétences, les programmes de compétences, la santé et la sécurité au travail et sur la population. Cette transition circulaire n'aura pas lieu si les conséquences sociales ne sont pas correctement anticipées et évaluées et si un pilier social fort n'accompagne pas ce changement systémique.

Une économie circulaire en Europe doit conduire à des emplois de qualité. Pour cela, des négociations collectives et un dialogue social forts à tous les niveaux doivent être garantis. La transformation des industries doit être anticipée et préparée avec l'implication des travailleurs et de leurs syndicats. C'est le seul moyen d'assurer une transition équitable qui ne laisse aucun travailleur et aucune région sur le carreau.

- **Une économie circulaire renforcée :**

- Nous avons besoin de plus d'investissements, d'actions et de soutien de l'Union européenne, des Etats membres et des entreprises pour que cette transition soit menée à bien efficacement.
- Nous avons besoin de politiques cohérentes en matière de circularité, qui incluent des aspects sociaux, économiques et environnementaux. Une approche en silo, se concentrant sur un seul aspect, ne permettra pas d'atteindre l'objectif d'une économie plus circulaire. Les dimensions socio-économiques devraient être pleinement intégrées dans les politiques d'économie circulaire.
- Ces politiques, actions et soutiens doivent être au centre de la stratégie industrielle à long terme de l'UE et inclure toutes les régions et les territoires. Nous devons éviter de réserver le développement de projets d'économie circulaire à certains territoires ou à certaines régions. Les politiques en faveur d'une économie circulaire doivent soutenir les objectifs de cohésion

de l'UE et ne pas creuser les divisions entre les régions. Elles doivent être développées avec une approche locale et régionale claire et être pleinement intégrées dans la politique industrielle régionale.

- Les industries doivent s'engager rapidement à faire des produits durables la norme, et une extension de la responsabilité du fabricant doit être envisagée.
- Des investissements, des mesures incitatives plus fortes et un cadre politique amélioré pour les systèmes de collecte et de traitement des déchets, ainsi que la promotion des infrastructures de recyclage, avec des objectifs fixés par les Etats membres, doivent être au cœur des politiques nationales en matière de circularité.
- Tous les secteurs sont concernés, et intégrer une approche de circularité est essentiel pour chaque secteur industriel.
- Un approvisionnement abordable et durable en énergie propre, cohérent avec le développement d'une industrie circulaire, est absolument fondamental pour développer les activités de recyclage.
- Une réglementation de l'UE visant à définir et imposer des normes d'écoconception doit être mise en œuvre rapidement afin de garantir que les produits sont adaptés à une économie circulaire industrialisée et à la réutilisation des matières mais aussi qu'ils sont conçus dans une optique de longévité et de réparabilité.
- La recherche et le développement doivent être soutenus pour améliorer les processus de circularité.
- Des règles sociales et en matière d'écologie pour les marchés publics doivent jouer un rôle important pour inciter les autorités publiques à investir dans des produits plus durables. Il convient de noter que les autorités ont la responsabilité d'utiliser l'argent public pour promouvoir un développement social et économique cohérent, des emplois de qualité ainsi que des services et des produits de qualité.

- **Un pilier social fort pour des politiques d'économie circulaire**

- Nous avons besoin d'emplois de qualité et cet aspect doit être central lorsqu'il s'agit de développer des stratégies de circularité pour les secteurs et entreprises au niveau national.
- Il faut accorder une attention particulière à la santé et à la sécurité des travailleurs ainsi qu'à la santé publique.
- Les aptitudes et les compétences doivent être au centre des politiques européennes et nationales en matière d'économie circulaire. Ces politiques doivent englober le développement de l'éducation et des compétences en matière d'économie circulaire, ainsi que le développement et le perfectionnement des compétences dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie.
- Les établissements d'enseignement sont également cruciaux pour permettre la transition vers un état d'esprit favorable à la circularité. La transition vers des sociétés circulaires dépend d'un changement de mentalité et de la formation continue des futurs professionnels de l'économie circulaire. Le financement public des activités d'innovation, de développement et de recherche des établissements d'enseignement doit être axé sur la circularité et la création de réseaux et d'écosystèmes durables, avec les entreprises et le secteur public.
- Les produits durables doivent devenir la norme pour les entreprises, mais aussi pour les consommateurs. C'est pourquoi les biens de l'économie circulaire doivent être accessibles à tous, y compris aux ménages à faibles revenus.
- La transparence et les informations concernant les biens circulaires doivent également inclure les aspects sociaux, tels que les conditions de travail, y compris la sûreté de l'emploi, le temps de travail, des salaires appropriés, le dialogue social, la liberté d'association, l'existence de comités d'entreprise, les négociations collectives (y compris le taux de travailleurs couverts par les conventions collectives), les droits des travailleurs à l'information, consultation et participation, l'équilibre vie professionnelle-vie privée et la santé et sécurité.

- Le devoir de vigilance, conformément aux normes du travail internationales et européennes et au dialogue social, doit être garanti dans toutes les parties de l'économie circulaire. Les travailleurs doivent avoir le droit et la possibilité d'organiser tous les segments de l'économie circulaire. Le droit à des conventions collectives doit être garanti.

- **Une transition juste vers une économie circulaire**
 - Il faut de véritables stratégies pour préparer le marché du travail à la transition : cela passe par une plus grande attention accordée à la formation professionnelle, des études prospectives et une cartographie détaillée pour identifier les futurs besoins en compétences dans les régions.
 - La transformation doit être mieux anticipée et préparée avec l'implication des travailleurs dans les syndicats.

- **Un dialogue social renforcé pour une économie circulaire**
 - En 2021, les partenaires sociaux européens ont cosigné [des recommandations conjointes sur l'économie circulaire dans le cadre du dialogue social](#). IndustriAll Europe soutient pleinement ces recommandations.

Annexe/

Faire des produits durables la norme pour progresser vers une économie plus circulaire Evaluation d'industriAll Europe du premier paquet « Economie circulaire » (2022)

En 2020, la Commission européenne a adopté un nouveau plan d'action européen en faveur d'une économie circulaire, qui propose une approche globale de la transition vers une économie circulaire. Depuis, aucun cadre législatif n'a été présenté, mais diverses actions, initiatives et dispositions légales ont été prises. Parmi elles, la Commission européenne a adopté, le 30 mars 2022, un train de propositions visant à accélérer la transition vers une économie circulaire, à faire des produits durables la norme dans l'UE, à encourager les modèles d'entreprise circulaire et à donner aux consommateurs les moyens d'agir en faveur de la transition écologique. IndustriAll Europe salue donc ce paquet car il donnera un véritable coup de pouce à cette transition si nécessaire vers une économie circulaire, à condition d'être correctement conçu et mis en œuvre. Il arrive à point nommé pour atteindre nos objectifs climatiques et donner à l'Europe une indépendance en énergie et matières premières¹¹. Malheureusement, il ne contient pas de programme pour une transition juste ni de critères sociaux dans le travail pour des produits plus durables.

Les mesures du paquet « Economie circulaire »

La paquet « Economie circulaire » présenté par la Commission européenne en mars 2022 contient différentes initiatives :

- Une communication sur l'objectif de faire des produits durables la norme
- Un règlement sur l'écoconception pour des produits durables et un programme de travail 2022-2024 qui se concentre sur les produits énergétiques jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau règlement. Il établira un cadre fixant des critères minimaux pour des catégories de produits spécifiques afin d'améliorer de manière significative leur performance énergétique, leur circularité et d'autres aspects relatifs à la durabilité environnementale. Ces nouvelles règles couvriront presque tous les produits sur le marché de l'UE. L'objectif de cette harmonisation est d'éviter des distorsions du marché sur le marché unique.
- Des nouvelles propositions de modifications de la législation sur la protection des consommateurs pour donner aux consommateurs les moyens d'agir en faveur de la transition écologique et fixer des règles plus strictes contre l'obsolescence précoce et l'écoblanchiment.
- Une nouvelle stratégie pour les textiles qui présente les plans de l'UE pour de nouvelles politiques en faveur de plus de durabilité dans le secteur textile.¹²
- Un règlement révisé sur les produits de construction, adaptés aux objectifs de durabilité et climatiques.

Le premier paquet « Economie circulaire » présenté en mars 2022 sera complété par un deuxième paquet « Economie circulaire » qui sera présenté en novembre 2022. Ce deuxième paquet contiendra une proposition de réglementation sur la justification des allégations environnementales, un cadre politique pour le plastique biosourcé, biodégradable et compostable, une révision de la directive relative aux emballages et aux déchets d'emballages, une révision de la législation européenne sur les produits chimiques, de nouvelles mesures pour réduire le rejet de microplastiques dans l'environnement et une proposition visant à encourager le droit à la réparation.

¹¹ Voir les recommandations d'industriAll Europe pour la résilience des matières premières critiques : [DE](#) [EN](#) [FR](#)

¹² Prise de position d'industriAll Europe : [EN](#), [DE](#), [FR](#)

Notre évaluation

Ce paquet « Economie circulaire » montre que la Commission européenne a l'ambition d'accélérer la transition vers une économie plus circulaire. Il arrive au bon moment si l'on considère la nécessité pour les industries de l'UE d'avoir une plus grande autonomie stratégique en matière de matières premières, mais aussi en raison de la crise des prix de l'énergie. IndustriAll Europe salue donc ce paquet. Mais malheureusement, il ne contient aucune dimension sociale, ce qui pourrait compromettre la transition vers une économie plus circulaire. Nous sommes également préoccupés par la possibilité d'autoréglementation des industries, qui a été introduite dans le paquet.

Ce paquet « Economie circulaire » soutiendra une transition concrète vers une fabrication de produits plus circulaire, mais il ne propose pas de stratégie claire et ambitieuse. En effet, il est urgent de :

- Lier ce paquet à une politique industrielle cohérente adaptée à la circularité, et à des emplois de qualité
- Avoir des engagements clairs en matière de financements
- Impliquer les partenaires sociaux et soutenir des négociations collectives fortes
- Anticiper et façonner le changement
- Répondre aux nouveaux besoins en compétences et soutenir le droit à une formation de qualité et à un apprentissage tout au long de la vie. Ainsi, nous soutenons la référence à la stratégie européenne pour des compétences car soutenir les investissements dans les compétences est indispensable pour le développement d'une économie circulaire. Cet aspect doit être central et au cœur de la stratégie.

Concernant le règlement sur l'écoconception pour des produits durables, industriAll Europe appelle à :

- Inclure des aspects sociaux dans la définition de la durabilité qui, dans cette proposition, ne couvre que les exigences environnementales. Il faut garantir qu'un produit durable est un produit fabriqué dans de bonnes conditions de travail et avec des salaires appropriés, notamment grâce à des négociations collectives. Les produits véritablement durables sont fabriqués dans de bonnes conditions de travail.
- Intégrer pleinement des principes sociaux dans le règlement. Ces principes doivent respecter les normes du travail internationales, telles que le respect du dialogue social et des négociations collectives à tous les niveaux (entreprise et secteurs), ainsi que les normes du travail de l'OIT. Les huit conventions fondamentales de l'OIT doivent être les principes clés, complétés par des dispositions supplémentaires (telles que les principes inclus dans les critères d'éco-étiquetage pour l'électronique)¹³.
- Fournir des informations transparentes et accessibles dans le passeport numérique sur :
 - Les conditions de travail, y compris la sûreté de l'emploi, le temps de travail, des salaires adéquats
 - Le dialogue social, y compris la liberté d'association, l'existence de comités d'entreprise, les négociations collectives (y compris le taux de travailleurs couverts par les négociations collectives) et les droits des travailleurs à l'information, consultation et participation.
 - L'équilibre vie privée-vie professionnelle et la santé et sécurité

¹³ a) heures de travail : (i) convention de l'OIT sur la durée du travail (industrie), 1919 (No 1); (b) Rémunération: (i) convention de l'OIT sur la fixation des salaires minima, 1970 (No 131) (ii) salaire de subsistance: The applicant doit s'assurer que les salaires (hors taxes, bonus, primes, heures supplémentaires) payés pour une semaine de travail normale (ne dépassant pas 48 heures) devraient suffire pour couvrir des besoins de base (logement, énergie, alimentation, habillement, soins de santé, éducation, eau potable, garde d'enfants et transports) du travailleur et d'une famille de quatre personnes, et de fournir un revenu discrétionnaire. La mise en œuvre devrait être contrôlée en rapport à SA8000(9) guidance on 'Remuneration'; (c) Santé & sécurité : (i) convention de l'OIT sur les produits chimiques, 1990 (No 170); (ii) convention de l'OIT sur la santé et sécurité des travailleurs, 1981 (No 155).

- Lier et définir les aspects sociaux de la durabilité en cohérence avec les principes développés dans le socle européen des droits sociaux.

Pour le deuxième paquet « Economie circulaire » qui doit être publié en novembre 2022, industriAll Europe appelle vivement à prendre en compte la dimension sociale de la transition vers une économie plus circulaire. Pour nous, cela signifie que chaque initiative, action, législation doit être assortie de mesures efficaces pour garantir une transition juste pour les travailleurs européens. La législation et les programmes de l'UE qui composent le programme de la Commission pour une transition juste doivent être renforcés, notamment ceux qui portent sur la dimension de l'emploi, les mécanismes de dialogue social, les négociations collectives, la participation des travailleurs et les droits des travailleurs.